



COMMUNIQUE DE PRESSE



Paris, le 27 janvier 2015

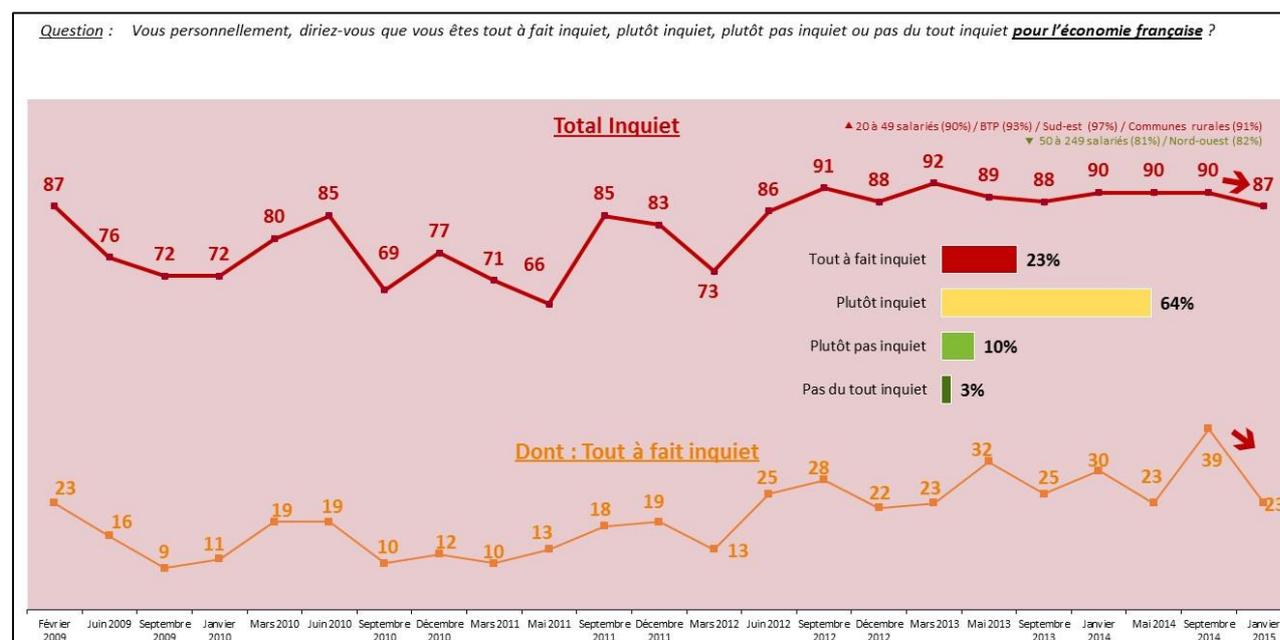
Selon la 23^{ème} édition du baromètre de KPMG et de la CGPME sur le financement et l'accès au crédit des PME

Malgré un contexte économique moins anxiogène, une PME sur deux est toujours confrontée à une baisse de son chiffre d'affaires

Pour la 23^{ème} édition de ce baromètre, l'IFOP a interrogé en janvier 2015, à la demande de KPMG et de la CGPME, 400 dirigeants d'entreprises françaises de 10 à 500 salariés sur leurs besoins de financement et leur accès au crédit.

Alors que l'inquiétude face à la situation économique recule, les chefs d'entreprise restent préoccupés pour l'avenir de leur activité

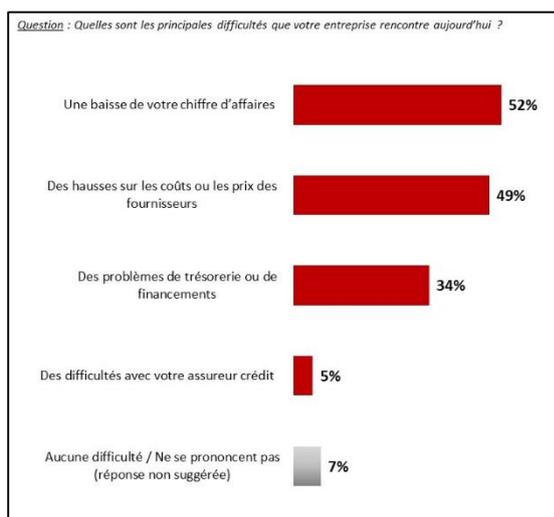
Même si l'inquiétude des chefs d'entreprise à l'égard de la situation économique actuelle reste forte, elle revient au niveau juin 2012. Septembre 2014 a marqué un pic avec 39 % de chefs d'entreprise « très inquiets ». Aujourd'hui, **87 % d'entre eux expriment des craintes pour l'économie française. Parmi eux, seuls 23 % font état de craintes très importantes (-16 points par rapport à septembre 2014)**. Le secteur du BTP exprime plus particulièrement son inquiétude face à la situation économique (93 %).



Malgré ce recul du pessimisme face à la situation économique, les chefs d'entreprise restent préoccupés pour l'avenir de leur activité (53 % dont 15 % « tout à fait inquiets »). Encore une fois, les dirigeants du BTP (59 %) évoluent dans un climat des affaires plus incertain. **A l'inverse, les craintes sont minoritaires dans les entreprises de plus de 50 salariés (42 %), le secteur du commerce (47 %) et la région parisienne (47 %).**

Il est à noter par ailleurs que **l'obligation pour les dirigeants d'informer les salariés de la cession de l'entreprise deux mois avant leur concrétisation est problématique pour un interviewé sur trois (35 %)**, qui juge que cette mesure pourrait compromettre un éventuel projet. Cette opposition est plus vive dans les entreprises de 20 à 49 salariés (40 %), dans l'industrie (49 %) et dans les communes rurales (41 %).

La baisse du chiffre d'affaires reste la principale difficulté rencontrée par les chefs d'entreprise



Une PME sur deux est toujours confrontée à une baisse de son chiffre d'affaires (52 %, -2 points). Cette baisse va jusqu'à 57 % dans le commerce et les structures de 50 à 99 salariés et 67 % dans les entreprises de 250 à 499 salariés. **Avec un score presque équivalent, 49 % des chefs d'entreprise disent avoir subi des hausses de coûts de leurs fournisseurs (+8 points).** A l'instar des vagues précédentes, un tiers des interviewés met en exergue des problèmes de trésorerie ou de financement (34%, stable), logiquement plus élevés dans les entreprises ayant des besoins de financements d'exploitation (60%), et aussi dans les structures de 10 à 49 salariés (68 %), l'industrie (41 %), le BTP (38 %) et les communes rurales (47 %).

Des besoins en financement en recul, notamment pour l'exploitation ainsi que le remplacement et l'entretien des équipements

Les deux tiers des chefs d'entreprise mettent en avant des besoins de financements (65 %), soit une proportion stable (-1 point). Cependant, dans le détail, ils sont moins nombreux à exprimer des besoins en financements d'exploitation (38 %, -3 points) et/ou pour leurs investissements (38 %, -3 points). **Ces baisses montrent qu'une moindre proportion des PME est concernée par des souhaits de financements dans ces deux domaines conjointement.** Les besoins liés à la trésorerie se font davantage ressentir dans les structures de 100 à 499 salariés (42 %), l'industrie (44%) et le BTP (51 %). Le souhait de se financer pour investir est plus fréquent au sein des entreprises de 50 à 99 salariés (46 %) et de l'industrie (50 %).

Ces investissements s'orientent premier lieu vers le remplacement ou l'entretien des matériels et locaux (54 %), mais dans une proportion en net recul (-9 points), à son niveau le plus bas depuis décembre 2011. Ces investissements sont davantage réalisés dans les entreprises de plus de 50 salariés (61 %) et l'industrie (62 %). La volonté de réaliser des investissements d'équipement retrouve son niveau



COMMUNIQUE DE PRESSE



d'avant l'été 2014 (41% contre 42 %), après avoir baissé de 5 points lors de la précédente vague d'enquête.

Pour la deuxième vague consécutive, et c'est un signe encourageant, **les besoins en crédits pour des acquisitions de développement sont à leur plus haut score historique** (33 %, +1 point par rapport à septembre et +10 points par rapport à janvier 2014).

Les conditions liées aux crédits bancaires légèrement moins dures amènent les dirigeants à moins d'autocensure et à davantage envisager des évolutions dans les relations avec leurs banques

Tandis qu'il y a un an, 63 % des chefs d'entreprises de 10 à 500 salariés relevaient des impacts négatifs de la situation économique sur leurs conditions d'accès aux crédits, ils sont aujourd'hui moins de la moitié à exprimer cette perception (45 %), soit un niveau encore élevé mais en net recul. Ce ressenti est davantage mis en exergue dans l'industrie (49 %), le commerce (49%) et les communes rurales (57 %). Une proportion similaire (46 %) déclare que la conjoncture actuelle n'a aucun impact sur son accès à crédit. 7 % seulement y voient des effets bénéfiques (14% dans le BTP).

La part des dirigeants s'autocensurant dans leurs demandes de crédit diminue elle aussi, avec un recul de 5 points en un an, à 33 %.

Si spontanément, la moitié des interviewés dit subir des conséquences négatives liées au contexte économique, 69 % d'entre eux ont concrètement subi au moins une mesure de durcissement de la part de leur banque (-5 points).

Dans un contexte macro-économique perçu comme un peu moins strict qu'au mois de septembre dernier, près de la moitié des chefs d'entreprise disent envisager d'étudier les conditions de banques concurrentes (48 %), en hausse de 5 points en quatre mois.

Méthodologie

- Echantillon de 400 dirigeants d'entreprises, représentatif des entreprises françaises de 10 à 500 salariés.
 - La représentativité de l'échantillon a été assurée par un échantillonnage raisonné sur les quotas (taille salariale, secteur d'activité, région) et un redressement selon les données INSEE.
 - Les interviews téléphoniques de ce baromètre ont eu lieu du 5 au 9 janvier 2015.
- Le baromètre du financement et de l'accès au crédit des PME est réalisé par l'Ifop depuis février 2009.

KPMG France

Leader de l'audit et du conseil, KPMG France est membre de KPMG International, réseau de cabinets indépendants exerçant dans 155 pays. Nos 8 200 professionnels interviennent auprès des grands comptes internationaux, des ETI et des groupes familiaux, des TPE et dans différents secteurs de l'industrie, du commerce et des services financiers.

www.kpmg.fr  [Suivez notre actualité sur Twitter !](#)



COMMUNIQUE DE PRESSE



CGPME

1 650 000 entreprises représentées - 550 000 entreprises adhérentes

Par ses **123 Unions territoriales interprofessionnelles** présentes dans toute la France, la CGPME permet l'accès à l'information. Dans le cadre de la défense des intérêts collectifs de ses adhérents, elle leur dispense assistance et conseil. Elle est également un lieu de rencontres, d'échanges d'expériences, de partage de savoir-faire pour les chefs d'entreprise.

Forte de ses 220 fédérations professionnelles, la CGPME est à l'origine de nombreux services qui simplifient la vie des entrepreneurs.

Contacts :

KPMG : Marion Giroud : 01 55 68 91 50 – mgiroud@kpmg.fr

KPMG : Arnaud Fraboul : 01 55 68 90 31 - afraboul@kpmg.fr

CGPME : Soraya Djidel : 01 47 62 73 79 - communication@cgpme.fr